

Intervention de M. Claude Mandil, ancien directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie

J'ai été chargé par le Premier ministre de faire un rapport sur la sécurité énergétique en Europe afin de donner à la future présidence française des idées pour alimenter ce sujet. J'ai remis mon rapport en avril dernier, et j'ai eu la très grande satisfaction, presque imprévue, de constater que, au Conseil européen des 15 et 16 octobre derniers, plusieurs des conclusions de mon rapport ont été reprises par les chefs d'État et de gouvernement. Alors, quelles étaient les principales observations ?

1. Les risques

Premièrement, lorsqu'on parle de sécurité énergétique, quand on parle de sécurité, cela signifie qu'il y a des risques contre lesquels il faut se prémunir et il est bon de commencer par les analyser. J'en ai identifié deux catégories assez différentes : les risques à long terme et les risques à court terme.

a) Les risques à long terme

À long terme, le risque principal est lié au changement climatique. Plus précisément, nous n'avons pas assez d'énergie pour pouvoir alimenter tous les besoins de l'humanité, notamment les besoins des plus pauvres, tout en répondant à la contrainte des émissions de CO₂. Ce risque me paraît très élevé et je ne suis pas optimiste. Mais nous savons quels sont les remèdes, même si nous n'avons pas toujours conscience que la difficulté est d'une ampleur extrême. Les remèdes sont, premièrement, et avant tout, beaucoup plus d'efficacité énergétique. Deuxièmement, plus d'énergie non carbonée, c'est-à-dire plus de renouvelable, plus d'énergie nucléaire ; et cela dans le monde entier parce que ce risque est un risque mondial. Troisièmement, comme il faudra bien continuer à utiliser des énergies fossiles, plus de capture et de séquestration du CO₂ afin de pouvoir éviter que le CO₂ produit ne soit émis dans l'atmosphère. Comme je le disais, ce risque est très élevé parce que nous sommes sur une tendance très éloignée de celle qui serait nécessaire. Et j'ajoute que la crise financière et la crise économique que nous vivons actuellement, même si elles ont, paradoxalement, un effet positif à court terme en réduisant la demande, ont en réalité un effet négatif parce qu'elles freinent l'investissement dans le domaine énergétique qui est absolument indispensable.

b) Les risques à court terme

S'agissant des **risques de court terme**, le risque pour notre continent est : « *Est-ce que nous risquons de subir des interruptions de fournitures, qu'il s'agisse du pétrole, du gaz, ou de l'électricité ?* » Et là, permettez-moi de m'inscrire en faux contre un certain nombre d'idées reçues.

Premièrement, contrairement à ce que l'on dit, **l'énergie importée n'est pas plus risquée que l'énergie produite à l'intérieur de l'Union européenne.** On dit tout le temps « *C'est une catastrophe, l'Union européenne dépense 50 % de l'importation pour sa fourniture d'énergie. Si rien ne change, cela ira jusqu'à 70 % en*

2030 ». J'ai envie de répondre « *Et alors ?* ». Si on regarde tous les incidents des dix dernières années dans le domaine de la fourniture d'énergie, presque tous ont comme origine une cause intérieure. Presque aucun n'est causé par une défaillance des importations. Ce qui est dangereux, c'est de trop dépendre d'une seule source énergétique ou d'un seul fournisseur, ou d'une seule voie de transport.

Deuxièmement, je ne crois pas que le risque numéro 1 soit dans le pétrole ou dans le gaz. Je pense qu'il n'est pas dans le pétrole parce que nous avons d'ores et déjà des solutions sur lesquelles je reviendrai dans une minute pour nous prémunir contre ce risque. Et je ne crois pas qu'il soit dans le gaz parce que la situation de l'Europe dans le domaine gazier, en tout cas en moyenne, et contrairement à ce qu'on dit aussi parfois, est relativement équilibrée ; aucun fournisseur, en moyenne européenne, ne représente plus du quart des consommations de gaz de l'Europe. **Le problème principal me paraît être l'électricité** parce que l'électricité n'est pas stockable et parce que l'on n'investit pas assez en Europe dans le domaine de la production et du transport d'électricité.

Troisième point, je suis convaincu qu'**il est toujours meilleur de mutualiser les risques**. Un petit pays, une petite communauté de consommateurs d'énergie se trouvent toujours dans une situation plus risquée qu'une grande communauté ou qu'un grand pays, ou qu'un grand ensemble de pays comme l'Union européenne. C'est la même chose que pour une police d'assurance. Vous êtes d'autant mieux assuré que vous participez à un ensemble plus vaste capable de mutualiser les risques. Là encore, à une condition, c'est que l'assurance fonctionne effectivement. Lorsque vous vous assurez contre le risque d'un accident automobile par exemple, vous vous attendez à ce que, si l'accident intervient et si vous devez être dédommagé, vous receviez rapidement un chèque. Le problème avec l'énergie en Europe, c'est que, aujourd'hui, ceci n'est pas encore possible. Si vous êtes un pays de l'Union européenne, et si vous avez une rupture d'approvisionnement en énergie, vous n'êtes pas certain que les autres pays puissent vous venir en aide. Et c'est là que réside le problème numéro 1.

2. Les remèdes

Quels sont les remèdes ? Il faut d'abord **une volonté politique** qui consiste à dire « *il y a au sein de l'Union européenne, dans le domaine énergétique, une solidarité complète* ». Ceci n'avait pas encore été dit, et cela a été dit pour la première fois – je m'en réjouis – par le Conseil européen des 15 et 16 octobre. Une solidarité qui, bien entendu, n'est pas à sens unique. Cela ne veut pas dire qu'il y a un pays qui prend tous les coûts, toutes les dépenses, toutes les difficultés pour que les autres puissent en bénéficier sans rien faire. Comme toute police d'assurance, chacun doit s'assurer contre le risque commun, et le Conseil européen, suivant mes propositions, a très bien dit « *Solidarité va avec responsabilité* ».

Deuxièmement, il faut qu'il y ait **une possibilité de dégager des capacités disponibles**. S'il y a un manque d'énergie subi dans une zone de l'Union européenne, il faut qu'il y ait des excédents ailleurs pour pouvoir envoyer ces excédents vers la zone qui en est démunie. Cela fonctionne dans le domaine pétrolier parce qu'il est facile de stocker le pétrole et qu'il y a un système qui fonctionne très bien qui est le

système de l'Agence internationale de l'énergie que j'ai eu l'honneur de diriger jusqu'à il y a un an, et qui est une mutualisation des stocks pétroliers entre les États qui sont membres de l'Agence. Le problème est qu'il y a des États qui sont membres de l'Union européenne et qui ne sont pas encore membres de l'Agence et qu'il y a aussi des États qui sont membres de l'Agence et qui ne sont pas membres de l'Union européenne. Il faudrait que les deux populations se mettent à converger ; en tout cas, il faudrait que tous les pays de l'Union européenne soient membres de l'Agence. Mais, pour le gaz et pour l'électricité, ce système n'existe pas et il ne peut pas exister de la même façon. On peut difficilement stocker le gaz et on peut très difficilement stocker l'électricité. On ne peut le faire que dans les pays qui ont des barrages. Donc, il faut autre chose et cette autre chose ne peut être que l'accord politique de chacun des États membres pour dire : *« En cas de besoin et en cas de décision collective, nous sommes prêts à réduire notre propre consommation de 5 %, 10 %, pour laisser des capacités être orientées vers le pays qui en a besoin »*. Il n'y a aucune raison que ceci ne soit pas faisable. Et, là encore, le Conseil européen a demandé à la Commission d'étudier ce type de mécanisme de solidarité.

Troisièmement, il faut que l'électricité et le gaz qui seraient rendus disponibles dans un endroit puissent être acheminés dans un autre endroit où ils seraient nécessaires. Donc, il faut **une très grande fluidité du marché intérieur de l'électricité et du gaz**, notamment par des investissements. Les lignes de transport d'électricité et les gazoducs sont des outils essentiels de la sécurité énergétique et on ne le dit pas assez. L'opinion publique s'imagine souvent qu'il s'agit simplement d'outils destinés à enrichir les actionnaires des compagnies d'électricité. Non, ce sont des outils essentiels de solidarité, et donc de sécurité énergétique. Et il faut que les règles soient les mêmes de part et d'autre des frontières, ce qui veut dire que, contrairement à une troisième idée reçue contre laquelle je m'élève, il n'y a pas d'antagonisme entre l'achèvement du marché intérieur de l'électricité et du gaz en Europe et la sécurité d'approvisionnement. Tout au contraire, l'achèvement du marché intérieur est une exigence de la sécurité. Tout cela exige de la transparence, que l'on sache combien on consomme, quels sont les stocks, quelles sont les importations, quelles sont les exportations, quelles sont les perspectives à long terme. Ce travail de transparence est essentiel et doit être poursuivi. Une partie de mon rapport a été consacrée aux relations entre l'Union européenne et la Russie dans le domaine du gaz, qui sont souvent présentées comme l'exemple même des difficultés de sécurité d'approvisionnement. Je laisse cette question au débat, mais, en un mot, je dirais que nos relations avec la Russie sont doublement mauvaises dans le domaine du gaz. Au préalable, je dois dire que nous ne dépendons pas trop de la Russie. La part globale de la Russie dans l'approvisionnement global de l'Union européenne est de 25 %, et le gaz lui-même peut être remplacé par d'autres sources pour la production d'électricité, et même pour la quasi-totalité de ses autres usages. Je sais bien qu'il y a des pays qui dépendent à 100 % de la Russie pour leur approvisionnement en gaz, mais si on arrive à faire vivre effectivement la solidarité dont je parlais il y a un instant, cela ne sera pas un problème. Donc, le problème est que nous n'arrêtons pas de dire *« C'est affreux, nous dépendons trop de la Russie, nous avons besoin d'encore plus de gaz russe ; que se passera-t-il si nous n'avons pas plus de gaz russe ? »* Donc, nous nous plaçons dans une très mauvaise situation de négociation avec la Russie, et en sens inverse, nous passons notre temps à injurier la Russie dans le domaine énergétique en lui disant *« Il*

faut que vous fassiez ceci, il faut que vous fassiez cela ; nous n'aimons pas ce que vous dites, nous n'aimons pas ce que vous faites ». Nous sommes dans la situation d'un toxicomane qui injurie son dealer. Eh bien, il faut que nous soyons moins toxicomanes et il faut peut-être que nous injurions moins notre dealer. J'ai fait quelques propositions en ce sens dans mon rapport. Je m'arrête là pour permettre au débat de se dérouler.